

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

N° _____/MEDD/DEFCCS

ANALYSE : Arrêté fixant les modalités d'organisation de la campagne d'exploitation forestière 2013 - 2014

RAPPORT DE PRESENTATION

Dès la mise en place du nouveau gouvernement, le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable a affiché une volonté manifeste de rupture dans l'approche et la mise en œuvre de la politique forestière. La nouvelle démarche repose sur les principes que sont : pragmatisme, réalisme et transparence.

C'est pourquoi, dans le souci de rendre durable la fourniture des services éco systémiques que, Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable a instruit le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols, à entreprendre depuis juin 2012, des réformes pertinentes au niveau des différentes composantes thématiques forestières dont l'Aménagement et les Productions forestières entre autres.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les innovations apportées dans l'élaboration du présent projet d'arrêté organisant la campagne d'exploitation forestière 2013 – 2014. Il s'agit notamment :

- De la durée de cette campagne qui dure exceptionnellement dix huit mois pour arrêter définitivement le chevauchement des campagnes qui ne milite pas à une gestion rationnelle des ressources ;
- D'augmenter la durée de repos végétatif qui passe de deux mois à trois mois, sans compter le mois de juin qui est consacré exclusivement à l'évacuation des produits ;
- D'assainir l'exploitation forestière en renforçant les missions de contrôle et de police ;
- De renforcer la gouvernance locale avec une meilleure implication des Autorités Locales dans la gestion des ressources forestières et du renouvellement des Structures Locales de Gestion dans les massifs aménagés
- De l'obligation pour tout producteur local comme exploitant externe de respecter les prescriptions techniques et de rendre compte de ses activités par le dépôt à la DEFCCS d'un rapport annuel ;
- De l'application stricte des dispositions du code forestier en matière de délivrance des titres d'exploitation.
- De l'abrogation des procurations ;
- De la diminution de 50% du quota de bois d'artisanat à usage de sculpture en attendant sa domiciliation en 2014 dans les zones aménagées et de leur allocation aux organismes spécialisés en la matière et agréés.

Telle est l'économie du présent projet d'arrêté.

Daniel JR. André
Ingénieur Agronome
et des Eaux et Forêts



REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

04.02.2013+000788

N° _____/MEDD/DEFCCS

ANALYSE : Arrêté fixant les modalités d'organisation de la campagne d'exploitation forestière 2013 - 2014

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

- VU la Constitution, notamment en ses articles 43 et 76 ;
- VU la loi n°83-07 du 28 janvier 1983 portant statut général des coopératives au Sénégal
- VU la loi n°96-06 du 22 mars 1996 portant Code des Collectivités locales ;
- VU la loi n°96-07 du 22 mars 1996 portant transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés rurales ;
- VU la loi n°98-03 du 08 janvier 1998 portant Code forestier ;
- VU le décret n°72-1288 du 27 octobre 1972 relatif aux conditions d'affectation et de désaffectation des terres du domaine national comprises dans les Communautés rurales modifié ;
- VU le décret n°96-572 du 09 juillet 1996 fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière, modifié ;
- VU le décret n°96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi portant transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés rurales, en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles ;
- VU le décret n°98-164 du 20 février 1998 portant application du Code forestier ;
- VU le décret n°2012-427 du 03 avril 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU le décret n°2012-652 du 04 juillet 2012 relatif aux attributions du Ministre de l'Ecologie et de la Protection de la Nature, modifié ;
- VU le décret n°2012-1163 du 29 octobre 2012 fixant la composition du gouvernement.
- VU le décret n° 2012-1223 du 05 novembre 2012 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les Ministères, modifié.
- VU l'arrêté n°10003 du 4 septembre 1972 portant création de la carte professionnelle d'exploitant forestier ;

- VU l'arrêté n°04255 du 30 mars 2009 portant abandon de la répartition des quotas de charbon de bois aux organismes d'exploitants forestiers ;
- VU l'arrêté n° 08611 du 19 octobre 2012 fixant les prix de vente du charbon de bois confisqué ;
- Sur proposition du Directeur des Eaux, Forêts et Chasses et de la Conservation des Sols ;

ARRETE

TITRE I : DE L'OUVERTURE ET DE LA FERMETURE DE LA CAMPAGNE D'EXPLOITATION FORESTIERE

Article premier : La campagne d'exploitation forestière 2013 - 2014, pour les produits contingentés, est ouverte du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2014.

Les coupes de bois et carbonisation dans les parcelles se feront du 1^{er} janvier au 31 mai 2013 et du 1^{er} octobre 2013 au 31 mai 2014. Seules les opérations de façonnage du bois d'œuvre, de service et d'artisanat, notamment l'évacuation des produits seront autorisées durant les mois de juin.

Article 2 : Une période de repos végétatif de trois mois, juillet -août-septembre, sera observée partout où l'exploitation est autorisée. Dans les forêts aménagées, les périodes de repos sont en principe indiquées dans les plans d'aménagement.

Le président de Conseil régional de la Région ouverte à l'exploitation, sur proposition de l'Inspecteur régional des Eaux et Forêts, entérinera les périodes de repos végétatif fixées par le présent arrêté.

TITRE II : DE LA CATEGORISATION DES PRODUITS FORESTIERS CONTINGENTES

Article 3 : Les produits contingentés sont le charbon de bois, le bois d'œuvre, le bois de service et le bois d'artisanat.

Article 4 : Le charbon de bois est issu de la transformation par le biais de la carbonisation des espèces classées dans la catégorie bois énergie dans les plans d'aménagement. L'utilisation de la meule Casamance est rendue obligatoire pour la carbonisation ou tout autre procédé ayant un rendement supérieur.

Article 5 : Le bois d'œuvre regroupe toutes les essences partiellement protégées ou non protégées et utilisées dans la menuiserie/ébénisterie, la construction (charpente)

et dans l'industrie, dont les diamètres d'exploitabilité sont spécifiés dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière. Il s'agit entre autres du kapokier (*Bombax costatum*), du caïlcédrat (*Khaya senegalensis*), du linké (*Azelia africana*), du dimb (*Cordyla pinnata*), du santan (*Daniellia oliveri*).

Article 6 : Le bois de service comprend les tiges de bambou, les panneaux de « crinting », les piquets, les poteaux et les perches.

Article 7 : Le bois d'artisanat regroupe :

- d'une part : les palmiers et rôniers morts, les espèces utilisées pour la confection de pirogues ;
- d'autre part : les sujets morts des espèces partiellement protégées ou non protégées.

Le bois d'artisanat concernant les sujets morts est divisé en deux catégories :

- le bois d'artisanat à usage de sculpture, estimé en stère et dont la longueur maximale est de 1,5 m et le diamètre est compris entre 10 cm et celui d'exploitabilité spécifié dans le décret fixant les taxes et redevances en matière d'exploitation forestière.
- le bois d'artisanat à usage de menuiserie, estimé en nombre de pieds et atteignant le diamètre minimum d'exploitabilité.

Leur exploitation sous forme de bois de chauffe est interdite.

TITRE III : DES ZONES OUVERTES A L'EXPLOITATION

Article 8 : L'exploitation forestière est autorisée dans toute formation forestière si les dispositions de son plan d'aménagement le prévoient.

En dehors des zones aménagées, l'exploitation des produits contingentés autre que le charbon de bois est autorisée.

Article 9 : A l'exception des produits, en particulier du charbon de bois, provenant des parcelles de reboisement individuelles ou collectives, des formations forestières ou des périmètres de reboisement/restauration en régie ayant fait l'objet d'un plan d'aménagement, l'exploitation des produits contingentés est seulement autorisée dans les régions suivantes :

- région de Kolda : tout produit contingenté;
- région de Sédhiou : tout produit contingenté;
- région de Tambacounda : tout produit contingenté excepté le bois d'œuvre;

- région de Kédougou : bois de service, bois d'artisanat;
- région de Ziguinchor : bois d'artisanat, pirogues.

TITRE IV : DES PROCEDURES POUR LA PRODUCTION DE CHARBON DE BOIS

Article 10 : Hormis la carbonisation des produits issus de défrichement ou des parcelles de reboisement privées, la production de charbon de bois est exclusivement faite dans les forêts aménagées.

Article 11 : Dans les forêts aménagées dont la gestion relève de la compétence des Collectivités locales, la possibilité est exploitée par :

- les habitants des villages ou quartiers riverains membres des structures locales de gestion des forêts communément appelées « producteurs locaux »,
- les organismes d'exploitants forestiers agréés, soit par le biais d'une contractualisation avec les Collectivités locales, soit par la vente de coupe par adjudication.

Article 12 : Dans les forêts aménagées dont la gestion relève de la compétence de l'Etat, la possibilité est exploitée suivant les modalités définies par le Service forestier soit par le biais d'une cogestion avec les Collectivités locales, soit de la vente de coupe par adjudication ou par concession.

Article 13 : Dans chaque forêt communautaire aménagée, les quantités de charbon de bois exploitées par les populations locales et celles mises en contractualisation sont déterminées, notamment dans les régions de Tambacounda, Kolda et Sédhiou, lors des négociations entre les organismes d'exploitants forestiers (ou leurs organisations faitières) et les Structures locales de Gestion des Forêts (SLGF) délégataires de pouvoir des présidents de Collectivités locales.

Article 14 : Chaque SLGF propose au Président de Conseil rural ou Maire dont la forêt aménagée relève de sa compétence de gestion, les quantités de charbon de bois dont l'exploitation est réservée aux populations locales sur la base de leur performance antérieure dûment attestée par l'Inspecteur régional des Eaux et Forêts.

La performance est évaluée sur la base des critères suivants :

- le taux d'exécution de la possibilité allouée ;
- la non utilisation de *sourghas* ;
- le respect des prescriptions techniques.

Article 15 : Déduction faite des quantités de charbon de bois dont l'exploitation est réservée aux populations locales, le reste de la possibilité est contractualisé avec les organismes des exploitants forestiers conformément aux dispositions de l'article 11.

Article 16 : Les modalités d'exploitation de cette part de la possibilité sont consignées dans un protocole d'accord signé entre le Président de la SLGF et les Présidents des organismes d'exploitation forestière ou les organisations faïtières. Il est visé par le chef d'inspection régionale des Eaux et Forêts et le président du conseil rural concernés.

Pour des raisons d'équité, une discrimination positive sur la quantité initiale allouée, sera accordée aux organismes d'exploitants forestiers ayant exécuté entièrement leur quantité allouée en 2012 avec ou sans procuration.

Article 17 : Sur la base des performances de chaque organisme lors de la campagne d'exploitation forestière précédente, l'IREF, pour chaque forêt communautaire aménagée, proposera une clé de répartition aux Présidents de Conseil rural ou Maires concernés. Les affectataires sont tirés de la liste des organismes d'exploitants forestiers agréés par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable.

Article 18 : En mars, juin, octobre et décembre, des évaluations seront faites sur le terrain pour apprécier la performance technique et organisationnelle des organismes affectataires. A l'issue de ces évaluations et sur proposition du Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts, les quantités précédemment allouées peuvent être revues en fonction des niveaux de performance.

Ces évaluations concernent également les niveaux d'exécution des parts des possibilités allouées aux populations locales.

Le non-respect de l'utilisation de la meule Casamance pour la carbonisation ou tout autre procédé ayant un rendement supérieur entraînera un dégrèvement de la part de la possibilité allouée.

Article 19 : La liste des organismes agréés et pouvant être intéressés par l'allocation de la ressource forestière par le biais de la contractualisation durant la présente campagne se trouve en **annexe 1**.

Article 20 : Les possibilités de **2013** en bois énergie des forêts aménagées de Tambacounda, Kolda, Sédhiou, Ziguinchor, Kaolack, Kaffrine et Fatick se chiffrent à **328 615 m³**. Ce volume correspond à **796 259 quintaux** (soit **1 592 518 sacs de 50 kg**) si la carbonisation est réalisée avec la meule Casamance.

Cette possibilité sera exploitée durant la campagne **2013-2014**.

La liste des forêts aménagées avec leurs possibilités de 2013 se trouve en **annexe 2**.

Article 21 : Le fichage et l'installation des *sourghas* par les organismes doivent intervenir **au plus tard le 31 mars 2013**. Passé ce délai, l'organisme ne pourra plus le faire sauf autorisation expresse du Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des sols.

Article 22 : Afin de pouvoir identifier les membres des comités villageois intervenant dans la production, il est délivré, sur présentation de la carte nationale d'identité, une carte de producteur par la SLGF. Cette carte est visée par le chef de brigade ou de triage et approuvée par le chef de secteur.

Cependant, la délivrance de la carte de producteur pour toute personne voulant s'investir dans l'exploitation forestière, devra être assujettie au dépôt d'un dossier comprenant une copie légalisée de la Carte Nationale d'Identité et d'une attestation de formation aux techniques de coupe et de carbonisation.

Article 23 : L'établissement des cartes de producteurs doit être fait **au plus tard le 31 mars 2013**. Passé ce délai, l'approbation est faite par l'IREF.

Article 24 : L'utilisation de la main d'œuvre (*sourghas*) étant réglementée, elle n'est autorisée qu'aux organismes d'exploitants forestiers agréés détenteurs de la carte professionnelle.

Article 25 : Le fichage est fait sur la base maximale de **200 quintaux** par *sourgha*.

Article 26 : La production de charbon par le biais de l'adjudication est ouverte à tous les opérateurs qui satisfont aux critères exigés. Un cahier des charges est signé par l'adjudicataire avant le démarrage de l'exploitation.

Article 27 : Dans les zones aménagées, l'exploitation du charbon de bois est assujettie aux conditions suivantes :

- paiement des taxes relatives au renouvellement annuel de la carte professionnelle d'exploitant forestier et des cartes d'employés ;
- signature du cahier des charges ;
- installation des producteurs locaux et/ou des organismes contractants dans les parcelles de coupe, par le Conseil rural et le Service forestier ; cette installation doit être matérialisée par un procès verbal ;
- délivrance des permis de coupe sans quittance ;
- acquittement de la redevance sur la base du constat de production accompagné du permis de coupe.

TITRE V : DES TITRES D'EXPLOITATION, DE DEPOT ET DE CIRCULATION

Article 28 : Dans les zones aménagées, les quittances sont délivrées sur présentation du constat de production et du permis de coupe délivrés à l'organisme d'exploitants forestiers ou au producteur local par le service forestier.

Article 29 : En zones aménagées, les permis de circulation sont établis sur présentation du permis de coupe accompagné de la quittance, conformément aux dispositions de l'article 28 ci-dessus.

Article 30 : La durée maximale de validité des titres d'exploitation est fixée comme suit :

- permis de coupe, toute catégorie de produit, **60 jours** dans les zones non aménagées et **30 jours** en zones aménagées;
- permis de dépôt : **sept mois** dans les zones de consommations et **trois mois** en zone d'exploitation ;
- permis de circulation : sa durée de validité varie selon la destination du produit et est laissée à l'appréciation du Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts. Cependant, elle ne peut, en aucun cas, excéder **72 heures**. En cas de panne du véhicule transportant des produits forestiers, la prolongation du permis de circulation ne peut dépasser **48 heures**.

Article 31 : Les permis de circulation arrivés à expiration, suite à une panne de véhicule de transport, ne peuvent être prorogés que par le Chef de l'Inspection régionale des Eaux et Forêts ou par le Chef de secteur des Eaux et Forêts, sur la base d'un constat justifié, effectué par le Chef de brigade forestière ou le Chef de triage concerné.

Le laissez-passer est uniquement utilisé à la gestion des entrées des produits à Dakar. Sa durée de validité est de **24 heures**.

Article 32 : Dans les zones non aménagées, l'intervalle minimal entre la délivrance de la quittance et des permis de circulation est de :

- **20 jours** pour le charbon de bois issus de défrichement ou des parcelles de reboisement privées;
- **10 jours** pour les autres produits contingentés.

Article 33 : Le poids du sac de charbon de bois est indexé à **cinquante (50) kilogrammes**.

Article 34 : L'évacuation des produits des chantiers d'exploitation se fera au fur et à mesure de la fin des opérations d'exploitation et de carbonisation. Les dépôts de produits sur chantier sont formellement interdits.

Article 35 : Conformément aux dispositions du Code forestier, aucun produit forestier ne peut circuler s'il n'est accompagné d'un permis de circulation délivré par le Service des Eaux et Forêts. Aucun autre document, notamment le bordereau de livraison, la facture ou la quittance photocopiée, ne peut le remplacer valablement.

TITRE VI : DES PROCEDURES POUR L'EXPLOITATION DES AUTRES PRODUITS CONTINGENTES

Article 36 : L'exploitation des autres produits contingentés est autorisée :

- aux détenteurs de la carte professionnelle d'exploitants forestiers organisés en coopératives, aux groupements d'intérêt économique, aux sociétés en cours de validité ;
- aux populations villageoises riveraines des forêts aménagées et regroupées en comités ;
- aux détenteurs d'une autorisation spéciale concernant les produits de défrichement ;
- aux personnes physiques et morales, répondant aux dispositions des cahiers des charges relatifs à l'adjudication des ressources forestières.

Article 37 : L'exploitation des autres produits contingentés, dans les zones non aménagées, est assujettie aux conditions suivantes :

- à l'autorisation du Président du Conseil rural,
- au paiement des taxes relatives au renouvellement annuel de la carte professionnelle d'exploitant forestier et des cartes d'employés ;
- au fichage et à l'installation des organismes, par le Service forestier,
- au paiement des redevances.

Article 38 : La répartition des quotas en zones non aménagées, pour les autres produits contingentés, tient compte des critères suivants :

- le niveau du quota annuel précédant ;
- le niveau d'exécution du quota alloué à chaque organisme lors de la campagne d'exploitation forestière 2012;
- le respect des dispositions réglementaires en matière d'exploitation forestière ;

Article 39 : L'exploitation du bois d'œuvre n'est autorisée que dans les régions de Kolda et de Sédhiou et dans les forêts aménagées. Le nombre total de pieds est de **1 500**, toutes espèces confondues, compte non tenu des possibilités des forêts aménagées dont l'exploitation se fera suivant les dispositions du plan d'aménagement.

Dans la forêt aménagée de Saré Bidji l'exploitation du bois d'œuvre se fera dans la parcelle du bloc n°4 ouverte à l'exploitation en 2013. Les quantités de bois d'œuvre concernées et les diamètres d'exploitabilité par espèce se trouvent en **annexe 9**.

La liste des scieries attributaires se trouve en **annexe 3**.

Article 40 : L'exploitation du bois de service n'est autorisée que dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et dans les forêts aménagées. Le nombre total est de **50 000** panneaux de *crinting* et **30 000** tiges de bambou.

La répartition par région se trouve en **annexe 4 et 5**.

Article 41 : L'exploitation du bois d'artisanat n'est autorisée que dans les régions de Tambacounda, Kédougou, Kolda, Sédhiou et Ziguinchor. Les quantités autorisées sont de **31 000** stères pour le bois d'artisanat à usage de sculpture et **700** pieds pour le bois d'artisanat à usage de menuiserie.

La répartition par région et par organisme se trouve en **annexe 6 et 7**.

Article 42 : L'exploitation des pirogues n'est autorisée que dans les régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou. Le nombre autorisé est de **100**.

La répartition par région se trouve en **annexe 8**.

Article 43 : A l'exception des produits provenant des forêts aménagées, l'exploitation du bois de *vèn* (*Pterocarpus erinaceus*) n'est autorisée que dans le cadre du quota de bois d'artisanat, dans les régions de Kolda, de Sédhiou, de Tambacounda, de Kédougou et de Ziguinchor.

L'exploitation du *vèn* porte exclusivement sur des sujets morts.

Article 44 : La confection de mobilier en *vèn* n'est autorisée que dans le cadre de l'exploitation du quota de bois d'artisanat à usage de menuiserie.

Le permis de circulation de ce mobilier ne peut être délivré que sur présentation d'un titre d'exploitation forestière. Néanmoins, le Chef de l'Inspection régionale des Eaux et Forêts peut, exceptionnellement, autoriser la circulation de ces produits finis.

Article 45 : L'exploitation du *dialambane* (*Dalbergia melanoxylon*), essence intégralement protégée, est formellement interdite, sauf autorisation spéciale du Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols pour des raisons scientifiques ou médicinales.

Article 46 : A l'exception des produits provenant des forêts aménagées, l'exploitation commerciale des rôniers et autres palmiers est interdite. Toutefois, sur la base d'un constat effectué par les agents portant sur des sujets morts, le Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts peut ordonner la délivrance de titre d'exploitation à des fins d'usage domestique moyennant le paiement de la redevance y afférente.

Article 47 : Dans les zones non aménagées, la répartition du quota régional dans les différentes communautés rurales concernées est faite par la Commission régionale d'attribution des quotas présidée par le Président du Conseil régional. Cette répartition est faite, au plus tard un (01) mois après la signature du présent arrêté.

Article 48 : Dans les zones non aménagées, les présidents de conseil rural concernés identifient avec l'appui du Service des Eaux et Forêts, les zones d'exploitation dans les forêts relevant de leurs compétences.

Article 49 : L'exploitation forestière, quelque soit la nature du produit, est arrêtée dès épuisement des quantités allouées.

TITRE VII : DE L'IMPORTATION ET DE L'EXPORTATION DES PRODUITS FORESTIERS

Article 50 : Les importations des produits forestiers contingentés au Sénégal sont soumises à une autorisation préalable d'importer, délivrée par le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols.

Les autorisations d'importer ne sont délivrées qu'aux détenteurs d'une carte d'import-export ou d'une carte de membre d'un organisme d'exploitants forestiers agréé.

Article 51 : Aucun produit forestier importé par voie maritime, aérienne ou terrestre ne peut circuler ou être mis en dépôt à l'intérieur du territoire national sans un permis délivré par le Service des Eaux et Forêts.

Ce permis est gratuit et délivré au vu d'un certificat d'origine et des documents d'importation délivrés par la Douane.

Article 52 : Les produits contingentés, visés à l'article 3, sont exclusivement destinés à la consommation nationale et ne peuvent faire l'objet d'exportation.



TITRE VIII : DE LA CONDUITE DES TESTS SUR LA VENTE DE COUPE DU CHARBON DE BOIS PAR ADJUDICATION

Article 53 : Les IREF de Tambacounda et de Kolda identifieront, en relation avec les présidents de Conseil rural, une parcelle ou une sous-parcelle à proposer pour la vente par adjudication de coupe pour la production du charbon de bois.

Compte tenu du processus assez long, les sous-parcelles seront contenues dans les parcelles dont l'exploitation est prévue en **2014 -2015**

Article 54 : Le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols introduira une demande de dérogation au niveau du Ministère de l'Economie et des Finances pour appliquer une taxation différenciée pour le bois d'œuvre en forêt aménagée.

TITRE IX : DE LA BONNE GOUVERNANCE DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS D'AMENAGEMENT FORESTIER

Article 55 : Les SLGF ont obligation de rendre compte à leurs mandants et aux Collectivités locales de leur gestion (accès à la ressource forestière, respect des prescriptions techniques, gestion financière etc.) comme le stipule leur règlement intérieur.

Article 56 : Les membres dirigeants des SLGF ne peuvent, en aucun cas, être des producteurs locaux dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'aménagement de la forêt.

Article 57 : Les projets et programmes ainsi que les IREF apporteront aux SLGF l'accompagnement nécessaire pour se conformer aux dispositions de l'article 55.

Article 58 : Les Collectivités locales et les IREF veilleront à ce que les instances dirigeantes des SLGF soient renouvelées conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur dans ce domaine et prévues dans les Plans d'aménagement approuvés par le Représentant de l'Etat afin d'assurer une bonne gouvernance dans la gestion décentralisée des ressources forestières.

En aucun cas, pour assurer la séparation des fonctions de production et de contrôle, les Collectivités locales ne peuvent se substituer ou faire substituer les SLGF notamment pour la gestion du fonds d'aménagement.

Cependant, conformément au décret portant transfert de compétence en matière d'Environnement et de Gestion des Ressources Naturelles, le Président du Conseil

rural peut proposer la fermeture des chantiers d'exploitation au représentant de l'Etat en cas de problème.

TITRE X : AUTRES DISPOSITIONS

Article 59 : La vente, la cession et l'échange de la carte professionnelle d'exploitant forestier sont formellement interdits.

Article 60 : La vente, la cession et l'échange des titres d'exploitation sont formellement interdits. Les titres d'exploitation qui en feront l'objet seront confisqués nonobstant les sanctions prévues par le Code forestier.

Article 61 : L'exploitation des quantités allouées aux organismes par procuration est formellement interdite.

Article 62 : Le renouvellement de l'agrément de tout organisme est tributaire de sa performance et du dépôt de son rapport annuel d'activités.

Article 63 : Tout litige grave au sein d'un organisme peut entraîner le blocage ou la suspension de ses activités d'exploitation. Il en est de même pour les structures locales de gestion des forêts.

Article 64 : Tout organisme n'ayant pas respecté les dispositions du cahier des charges sera frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'au non renouvellement de la carte professionnelle.

Article 65 : Tout producteur local n'ayant pas respecté les prescriptions techniques des plans d'aménagement sera frappé d'une sanction pouvant aller jusqu'à son exclusion des activités d'exploitation.

Article 66 : Le nombre de piquets exploités est laissé à l'appréciation du Chef d'Inspection régionale des Eaux et Forêts.

Article 67 : L'exploitation du bois de chauffe à titre gratuit peut être exceptionnellement autorisée par le Directeur des Eaux, Forêts et Chasses lors des évènements religieux.



Le bois de chauffe ne concerne que le bois mort. Il ne peut être transporté que fendu pour les bois de diamètre compris entre 10 et 15 cm et débité à une longueur ne dépassant pas 1,5 m.

Article 68 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont sanctionnées conformément aux dispositions du Code forestier.

Article 69 : Les Gouverneurs de région, les Présidents de Conseils régional et rural, les Maires et le Directeur des Eaux, Forêts, Chasses et de la Conservation des Sols sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel.

Dakar, le

**LE
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET
DU DEVELOPPEMENT DURABLE**

HAYDAR EL ALI



AMPLIATIONS : PM, MFA/Haut Com. Gend., M.INT, MA, ME, MEF, MATDL, DG Douanes, Pdts Conseil régional, Gouv. Régions, DEFCCS, UNCEFS, Toutes IREF, Tous Secteurs forestiers, Archives, JORS.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des organismes agréés pour la production de charbon par le biais de la contractualisation

N°	CPEF	ORGANISMES
1	01/D	Coop Diourbel
2	02/D	Coop Bambey
3	03/D	Coop Mbacké
4	05/D	GIE Al Hazar Transport
5	06/D	Coopérative Touba Mosquée
6	07/D	GIE Niaux Jarinu
7	08/D	GIE Sope Cheikh Massamba
8	09/D	GIE Sopp Sérigne Fallou
9	10/D	GIE Mouride Saddih
10	01/DK	Coop Bûcherons Cap Vert
11	02/DK	EGID
12	03/DK	Coop Hann Equipe
13	04/DK	Coop Pikine Djidda II
14	05/DK	Coop Dioubo Liguey
15	06/DK	Coop Sculpteurs Cap Vert
16	10/DK	Coop Sculpteur G. Yoff
17	11/DK	Refdi Nimzatt
18	12/DK	Coop Yakar Liguey
19	13/DK	Nanoundiral
20	15/DK	Coop Sam II Bis
21	17/DK	SICB
22	18/DK	SOPROFOREST
23	20/DK	GIE Bok Yakar
24	21/DK	GIE Thillé Thiaroye
25	22/DK	GIE Gibraltar
26	23/DK	GIE Mbagne Nofflaye
27	24/DK	GIE Ndiaye et Famille
28	25/DK	GIE COGINEC
29	30/DK	GIE Hamdallaye II
30	32/DK	GIE AFFE
31	33/DK	GIE Gouye Gal
32	35/DK	GIE Fédération des Fournisseurs bois
33	37/DK	GIE Jeunesse Action
34	40/DK	GIE Nulanguëë Design
35	42/DK	GIE Bati- Press
36	45/DK	GIE Khadim Rassoul
37	44/DK	GIE Kosso Entreprise
38	41/DK	GIE Mouniale
39	46/DK	GIE Gounass Sylviculture
40	47/DK	GIE ACSARE

N°	CPEF	ORGANISMES
41	48/DK	GIE Cheikha
42	49/DK	GIE Parc Pikine Djidah
43	50/DK	GIE <i>And Bolo Ligguey</i>
44	51/DK	Coopérative Gnilane Samb
45	52/DK	GIE Multi-Services Diakha Loum
46	53/DK	GIE Goxbi
47	54/DK	GIE Wakeur Cheikh Bassirou Mbacké
48	55/DK	GIE Macola
49	56/DK	GIE Al Hamdoulilah
50	57/DK	GIE Gotel Malika
51	58/DK	GIE Niaxx Jariñu
52	59/DK	GIE PRODAF/MSD
53	60/DK	GIE Sin Thiang
54	61/DK	GIE SECK et Fils
55	62/DK	SEH – SERVICES
56	63/DK	GIE NDMBEUL
57	64/DK	GIE GUEYE et Fils
58	65/DK	GIE ANDE DIAPPO LIGUEYE
59	01/FK	Coop Sine
60	02/FK	Coop Foundiougne
61	03/FK	Coop Léona Sokone
62	04/FK	SOCOTRACO
63	05/FK	GIE Bokom Diom
64	01/KF	GIE sylvo-agricole de Sagna
65	02/KF	GIE des exploitants forestiers " <i>And Liguèye</i> " de Kounghoul
66	03/KF	GIE Mixte d'Exploitants forestiers de Kounghoul
67	04/KF	GIE Taïf Kounghoul
68	05/KF	GIE Nataal Alebi
69	06/KF	GIE Diapale Garap
70	07/KF	GIE Mixte de Darou Kaffatt
71	08/KF	GIE Fass Diom
72	09/KF	GIE Mbayène
73	10/KF	GIE Ndioum Nguent
74	11/KF	GIE Touba Koya
75	12/KF	GIE Deggo Liguéy Médina Salam
76	13/KF	GIE Dundel Garap
77	14/KF	GIE Diakaw Saloum
78	15/KF	GIE Wurnitobe ladde
79	16/KF	GIE Touba Kougheul Santhie
80	17/KF	GIE Diabel
81	18/KF	GIE Sant Yalla
82	19/KF	GIE Touba Khéwal

N°	CPEF	ORGANISMES
83	20/KF	GIE FARLU
84	01/KG	GIE Jokkere Endam de Mako
85	01/KK	Coop Dialègne
86	02/KK	Coop Kougheul charbon
87	03/KK	Coop Léona Kaolack
88	04/KK	Coop Malème Hoddar
89	05/KK	Coop Kaolack Banlieue
90	06/KK	Coop Maka Yopp
91	07/KK	SENEXPLOIT
92	08/KK	Coop Touba Kougheul
93	09/KK	Coop Kgheul Bambouck
94	10/KK	Coop Touba Ndong
95	11/KK	Coop Nioro du Rip
96	12/KK	Coop Ndongane
97	13/KK	Coop Ndoukoumane
98	14/KK	SEMVAFORT
99	15/KK	SOSEXFORMA
100	16/KK	Coop Pakalamandakh
101	17/KK	Coop Bamba Moussa
102	18/KK	Coop Mbaracounda
103	19/KK	Coop Khosnane
104	20/KK	Coop Bongré
105	22/KK	Coop Bamba Mamadou
106	23/KK	Coop K. Yoro Mbaro
107	24/KK	Coop Kaffrine Escale
108	25/KK	Coop Malème Sérigne
109	26/KK	Coop Mabo
110	27/KK	Coop Dmguène Kaff
111	28/KK	Coop Pey Bamba
112	29/KK	SEFOTACK
113	30/KK	Coop Douba Loumpour
114	34/KK	GIE Dioubo Liquey
115	35/KK	GIE Saré Bondji
116	36/KK	GIE Bok Dioubo
117	37/KK	GIE And Dioubo
118	38/KK	GIE Kougheul Santhie
119	39/KK	GIE Naoudourou
120	41/KK	GIE Kougheul Mali
121	42/KK	GIE Kougheul Bambouck
122	43/KK	GIE Sopp Garab
123	44/KK	GIE Al Harakatou Barakatou
124	45/KK	GIE Tackou Liquey
125	49/KK	GIE Explt F. Kgh Diamag
126	51/KK	GIE Takku L. de Kgheul

N°	CPEF	ORGANISMES
127	52/KK	GIE Saracounda de Kghl
128	53/KK	GIE Taïf Kounghoul
129	54/KK	GIE Sam Ngayenne
130	55/KK	GIE des Expltts forestiers
131	56/KK	GIE Book Diom Kgh Mali
132	57/KK	GIE And Takkou
133	58/KK	GIE Kounghoul
134	59/KK	GIE Deggo Diamaguène de Kounghoul
135	60/KK	GIE Taïf Ndiobéne
136	61/KK	GIE Sigil Djiguène Sine Saloum
137	62/KK	GIE Le Saloum
138	63/KK	GIE Diamaguène Sara
139	64/KK	GIE Barry et Frères
140	65/KK	GIE MBAYE et Famille
141	01/KD	Coop Bounkiling
142	02/KD	Coop Vélingara
143	03/KD	Coop Kolda
144	04/KD	Coop Bantaguel
145	06/KD	Coop Kounkané
146	07/KD	Grpt. Lépreux Kolda
147	09/KD	GIE Dental
148	11/KD	GIE Médina Wandifa
149	13/KD	GIE Diyabougou Coly
150	14/KD	GIE Wandifa Koura
151	15/KD	GIE Dabakh Sikilo Nord
152	16/KD	GIE Sinthiou Babou Saye
153	17/KD	GIE Khadim Rassoul
154	18/KD	GIE MOUSSIDAL Saré Moussa
155	19/KD	GIE WACKILARE Kolda
156	20/KD	GIE ENNEN
157	09/L	GIE Takku Liguey
158	01/L	Coop Louga
159	02/L	Coop Linguère
160	03/L	Coop Kébémér
161	04/L	Coop Mouck Mouck
162	06/L	Coop Dahra
163	07/L	GIE Ngaré Ligoden
164	13/L	GIE Xeweul
165	14/L	GIE Khitmatoul Khadim
166	15/L	GIE Ardecom
167	16/L	GIE Bok Dolé
168	17/L	GIE And Taku Liggey
169	19/L	GIE Sokhna Faty Issa Diop
170	20/L	GIE Bok Diom D. Khdouss Touba

N°	CPEF	ORGANISMES
171	21/L	GIE Sokhna Asta Dièye
172	22/L	GIE Diap Liguey Baity Diop
173	23/L	GIE Ndiaye et Famille
174	24/L	GIE Comptoir du Niambour
175	25/L	GIE Mouvement des Jeunes Laobés de Louga
176	26/L	GIE Sopp Borom Darou
177	27/L	GIE Jokoo Liguey
178	28/L	GIE Darou Culture
179	29/L	GIE Bari Diam
180	30/L	GIE And Liguey
181	31/L	GIE Kadd Gui
182	32/L	GIE Chiekh Saliou
183	33/L	GIE serigne Abdou Khoudouss
184	34/L	GIE Sopp NABY
185	35/L	GIE Amal
186	36/L	GIE Sope Serigne Ousmane NDIAYE
187	37/L	GIE Le Malaw
188	38/L	GIE Technologie du Millénaire
189	39/L	GIE Keur Dior
190	40/L	GIE Dooley Kayoor
191	41/L	GIE Bokk Ngor
192	42/L	GiE Diappo Liguèy
193	01/M	Coop Matam
194	02/M	Coop Nabadji Civol
195	03/M	Coop Bokidiawé
196	05/M	GIE Habaadir Baasale
197	06/M	GIE <i>Dental Jaloubé</i> de Matam
198	01/SD	GIE Le Mbollo
199	02/SD	GIE Tessito
200	03/SD	GIE Diek Diom Fagne Gathie
201	01/SL	Coop Loboudou Doué
202	02/SL	Coop Thiellé Boubacar
203	03/SL	Coop Fanaye
204	04/SL	Coop Guédé Village
205	05/SL	SOSECOM
206	06/SL	Coop Dialawaly
207	07/SL	Coop Fleuve
208	08/SL	Coop Podor
209	09/SL	Coop Ndioum
210	10/SL	Coop Dodel
211	11/SL	Coop Mpal
212	16/SL	Coop. Walaldé
213	17/SL	GIE LY et Frères
214	18/SL	GIE Famille Dièye de Mpal

N°	CPEF	ORGANISMES
215	19/SL	GIE Diatar
216	01/TB	Coop Koumpentoum
217	02/TB	Coop Sud Est Tamba
218	03/TB	Coop Charbonnière
219	04/TB	Coop Diamaguène Tamba
220	05/TB	Coop Niani
221	06/TB	Coop Missirah
222	07/TB	Coop Kalankadougou
223	08/TB	Coop Kothiary
224	09/TB	Coop Méréto
225	10/TB	Coop Sinthiou Malème
226	11/TB	Groupelement Model
227	12/TB	SOAMEFORT
228	13/TB	Coop Fass Gounass
229	14/TB	GIE Niani
230	16/TB	GIE Bok Liquey
231	17/TB	GIE Kawral
232	18/TB	GIE Sopp Bamba
233	19/TB	GIE Agrosylvopastoral
234	20/TB	GIE Touba Bélel
235	21/TB	GIE Ngallou
236	22/TB	Ass. Des Hanséniens TB
237	24/TB	GIE Oriental Envment
238	25/TB	GIE Diam Ak Salam
239	29/TB	GIE Ndimbal Diaboth
240	30/TB	GIE Badema
241	31/TB	GIE Ida Mouride
242	32/TB	GIE Dianatou Mahwa
243	33/TB	GIE Gorgolou
244	34/TB	GIE Yakar Yalla
245	35/TB	GIE Gandiol de Tambacounda
246	36/TB	GIE Kawtal de Koumpentoum
247	37/TB	GIE Dabakh Malick
248	38/TB	GIE des Eleveurs de Malème Niani
249	39/TB	GIE Jukkere Emdam
250	40/TB	GIE Top et Famille
251	41/TB	GIE Nfansoucounda
252	42/TB	GIE Takku Liggey de Tamba
253	43/TB	GIE Malème Niani
254	44/TB	GIE Kahone
255	45/TB	GIE Fassû Bara
256	46/TB	GIE Bok Jom de Koumpentoum
257	47/TB	Wakeur Lalbasse DIOP
258	48/TB	GIE Ben Kaa Weelly

N°	CPEF	ORGANISMES
259	01/TH	Coop Thiès
260	02/TH	Coop Sindia
261	03/TH	Coop Ndiassane
262	04/TH	Coop Pout
263	05/TH	SOEXFORCOM
264	06/TH	Coop Mbour
265	07/TH	Coop Dbo Liguey SARL
266	08/TH	Coop Chérif Lô
267	09/TH	GIE Taku Liguey
268	10/TH	GIE Cayor Exploitation
269	12/TH	GIE Keur Cheikh
270	13/TH	GIE And Jerino Sunu Foré
271	14/TH	GIE Keur Abibatou
272	15/TH	GIE Sénégalaise Agro Pastorale
273	16/TH	GIE Boolo And Ligueye 11/11
274	17/TH	GIE Gerem Yallah
275	18/TH	GIE Jappo Médina Fall
276	19/TH	GIE Fally DIEYE
277	20/TH	GIE ARE SA GANTHIAKH
278	01/ZR	Coop Bignona
279	02/ZR	Coop Santhiaba
280	04/ZR	Coop Boucotte
281	07/ZR	Coop Néma
282	10/ZR	Coop Zchr Périphérique
283	11/ZR	Coop Dimbaya
284	13/ZR	Coop TENGHORY
285	14/ZR	Coop Kagnarou
286	19/ZR	GIE Jeunes Commerçants de Boucotte Sud

Annexe 2 : Liste des forêts aménagées avec leurs possibilités en bois énergie

Forêt	N° Bloc	N° Parcelle à exploiter	Superficie (ha)	Possibilité bois énergie en 2013 (m3)	Equivalent en charbon de bois (q)
Missirah-Kothiary	1	1	1 503	9 898	23 984
	2	3	1 696	8 904	21 575
	3	4	1 164	6 421	15 559
	4	2	711	5 443	13 189
	5	3	985	5 882	14 253
Sous Total Missirah-Kothiary			6 059	36 548	88 559
Koar	1	2	1 121	9 117	22 091
	2	7	791	6 458	15 648
	3	5	562	5 045	12 224
	4	5	1 018	8 155	19 760
	5	8	599	6 079	14 730
	6	4	920	8 118	19 671
	7	1	744	5 972	14 471
	8	3	997	8 047	19 499
	9	4	938	7 398	17 926
Sous total Koar			7 690	64 389	156 020
Nétéboulou	1	4	94	414	1 003
	2	2	137	727	1 762
	3	7	113	669	1 621
	4	6	130	878	2 127
	5	6	250	1 364	3 305
	6	4	83	782	1 895
	7	6	88	670	1 623
Sous Total Nétéboulou			895	5 504	13 337
Sitaniaoulé	1	1	546	5 214	12 634
	2	6	726	8 716	21 120
	3	8	632	4874	11 810
Sous Total Sitaniaoulé			1 904	18 804	45 564
Koulor	1	6	239	1 498	3 630
	2	2	256	3 761	9 113
	3	3	780	5 030	12 188
	4	6	617	4 050	9 813
	5	8	555	3 681	8 919
	6	8	1247	6 205	15 035
Sous Total Koulor			3 694	24 225	58 699
Koussanar	1	3	932	2 465	5 973
	2	3	1 081	2 973	7 204
	3	3	1 355	3 305	8 008
	4	3	1 439	3 412	8 268

Sous Total Koussanar			4 807	12 155	29 453
TOTAL GENERAL TAMBACOUNDA			25 049	161 625	391 630
Saré Gardi	1	5	521	6508,26	15 770
	2	3	460	5243,91	12 706
Sous-total Saré Gardi			981	11 752	28 476
Thiéwal	1	7	631	7522,32	18 227
	2	7	469	4544,51	11 012
	3	2	479	7032,5	17 040
	4	7	588	6044,97	14 647
Sous-total Thiéwal			2 167	25 144	60 927
Bonconto	1	8	821	9997	24 224
	2	8	928	10184	24 677
Sous-total Bonconto			1 749	20 181	48 900
Kandiator	1	2	354	6398	15 503
	2	1	1258	19457	47 146
	3	2	892	13750	33 317
	4	6	743	11773	28 527
	5	5	700	11023	26 710
Sous-total Kandiator			3 947	62 401	151 202
Saré Bidji	1	2	544	4084	9 896
	2	4	563	4349	10 538
	3	8	378	3118	7 555
	4	4	608	4149	10 053
	5	4	433	3068	7 434
Sous-total Saré Bidji			2525	18767	45 474
Darou Salam Thierno	1	3	185,86	959	2 324
	2	3	192,46	1 391	3 371
Sous-total Darou Salam Thierno			378,32	2 350	5 694
TOTAL GENERAL KOLDA			11 747	140 595	340 674
Sakar Oudoucar	1	2	263	2821	6 836
	2	4	419	2860	6 930
	3	2	372	2453	5 944
	4	4	338	2290	5 549
	5	2	273	2056	4 982
Sous-total Sakar Oudoucar			1665	12480	30 240
TOTAL GENERAL SEDHIOU			1665	12480	30 240
Kalounayes	B4	7	25	950	2 302
	B6	10	25	950	2 302
	C4	13	25	950	2 302
	C5	11	25	950	2 302
	C8	8	25	950	2 302

	D5	5	25	950	2 302
	D6	3	25	950	2 302
	D7	16	25	950	2 302
	E3	7	25	950	2 302
	G2	4	25	950	2 302
Sous Total Kalounayes			250	9 500	23 019
Mangagoulack	1	1	94,93	834	2 021
	2	1	194,34	1 456	3 528
Sous total mangagoulack			289,27	2 290	5 549
TOTAL GENERAL ZIGUINCHOR			539,27	11 790	28 568
Diomboss	1	3	16	203,2	492
Sous total Diomboss			16	203,2	492
TOTAL GENERAL FATICK			16	203,2	492
Sambandé	1	3	50,5	614,05	1 488
	2	2	45	547,17	1 326
Sous total Sambandé			95,5	1161,22	2 814
TOTAL GENERAL KAOLACK			95,5	1161,22	2 814
Dankou	1	21-II	50	180	436
	2	8-II	50	180	436
	3	23-II	50	180	436
	4	32-II	61	220	533
Sous total Dankou			211	760	1 842
TOTAL GENERAL KAFFRINE			211	760	1 842
TOTAL GENERAL			39 323	328 615	796 259

Annexe 3 : Répartition du quota de bois d'œuvre aux scieries

N°	CPEF	Scieries	Caïlcédrat	Dimb	Linké	Santan	Kapokier	TOTAL
1	10/KO	RENAISSANCE	50	25	45	35	15	170
2	17/ZR	GIE EXPLOITATION F. SUD	30	20	20	30	20	120
3	09/DK	DERICOURT/SAB	40	30	50	20	40	180
4	15/ZR	SAT/ TOBOR	25	20	20	10	10	85
5	18/ZR	Nouvelle Scierie de Tobor	20	20	20	10	10	80
6	03/ZR	SCIERIE KAMOU	50	10	30	10	10	110
7	12/KO	GETPLS	30	10	30	15	15	100
8	12/ZR	BOUTOLATTE	30	20	30	15	15	110
9	09/ZR	SOCEFCA	40	25	30	30	20	145
10	27/DK	GIE T DIA	15	10	20	10	10	65
11	16/ZR	CASA- BOIS	10	10	10	10	10	50
12	28/DK	GYLS	55	10	50	5	5	125
13	05/KO	KOUSSY	25	45	50	20	20	160
TOTAL			420	255	405	240	225	1500

Annexe 4 : Répartition des quotas de panneaux de crinting et des tiges de bambou

Régions	Panneaux de crinting (unités)	Tiges de bambou (unités)
Kolda	20 000	15 000
Sédhiou	15 000	5 000
Tambacounda	5 000	
Kédougou	20 000	10 000
Total	50 000	30 000

Annexe 5 : Répartition du quota de palmiers et rôniers morts par région

Régions	Quota alloué (unités)
Kolda	15
Sédhiou	35
Ziguinchor	60
Total	110

Annexe 6 : Répartition des quantités de bois d'artisanat à usage de sculpture

• **Par région**

Régions	Quota alloué (stères)
KOLDA	11 460
SEDHIOU	4 800
TAMBACOUNDA	14 700
ZIGUINCHOR	120
Total	31 080

• **Par organisme et par région**

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUINCHOR	TOTAL
1	01/D	Coop Diourbel	120	60			180
2	02/D	Coop Bambey	60	60			120
3	06/D	Coopérative Touba Mosquée	60		60		120
4	08/D	GIE Sope Cheikh Massamba	60		60		120
5	01/DK	Coop Bûcherons Cap Vert	60	60			120
6	02/DK	EGID	60	60			120
7	03/DK	Coop Hann Equipe	60	60			120
8	04/DK	Coop Pikine Djidda II	120	60			180
9	05/DK	Coop Dioubo Liguey	120	120			240
10	06/DK	Coop Sculpteurs Cap Vert	60		60		120
11	10/DK	Coop Sculpteur G. Yoff	60	120			180
12	11/DK	Coop Refdi Nimzatt	120	60			180
13	12/DK	GIE Yakar Liguey	60		60		120

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUINCHOR	TOTAL
14	13/DK	Nanoundiral	60	120			180
15	15/DK	Coop Sam II Bis	60		60		120
16	17/DK	SICB	60	120			180
17	18/DK	SOPROFOREST	60		60		120
18	20/DK	GIE Bok Yakar	60	60			120
19	21/DK	GIE Thillé Thiaroye	60		60		120
20	22/DK	GIE Gibraltar	60		60		120
21	23/DK	GIE Mbagne Nofflaye	60	60			120
22	24/DK	GIE Ndiaye et Famille	60	120			180
23	25/DK	COGINEG	60		60		120
24	30/DK	GIE Hamdallaye II	60		60		120
25	32/DK	GIE AFFE	120	60			180
26	33/DK	GIE Gouye Gal	120	60			180
27	34/DK	GIE Yaakar	180	240			420
28	35/DK	GIE Fédération des F. Bois	180	240			420
29	37/DK	GIE Jeunesse Action	60	60			120
30	39/DK	GIE Art-Sculp. Ch. M. Fadel	240		240		480
31	40/DK	GIE <i>Nulanguëë Design</i>	120		120		240
32	41/DK	GIE Mouniale	60		60		120
33	42/DK	GIE Bati- Press	60		60		120
34	44/DK	GIE Kosso Entreprise	60	60			120
35	45/DK	GIE Khadim Rassoul	60		60		120
36	46/DK	Gounass Sylviculture	60		60		120
37	47/DK	ACSARE	60		60		120
38	48/DK	GIE Cheikhna	60	60			120
39	49/DK	GIE Parc Pikine Djidah	60		60		120
40	50/DK	GIE <i>And Bolo Ligguey</i>	60		60		120
41	51/DK	Coopérative Gnilane Samb	60		60		120
42	52/DK	GIE Multi-Services Diakha Loum	60		60		120
43	55/DK	GIE Macola	60		60		120
44	56/DK	GIE Al Hamdoulilah	60		60		120
45	57/DK	GIE Gotel Malika	60		60		120
46	01/FK	Coop Sine	60		60		120
47	02/FK	Coop Foundiougne	60	60			120
48	03/FK	Coop Léona Sokone	60		60		120
49	04/FK	SOCOTRACO	120	120			240
50	05/FK	GIE Bokom Diom	60		60		120
51	01/KF	GIE sylvo-agricole de Sagna	60		60		120
52	02/KF	GIE des expl. for. " <i>And Liguèye</i> "	60		60		120
53	03/KF	GIE Mixte d'Exploitants forestiers	60		60		120
54	04/KF	GIE Taïf Koungheul	60		60		120
55	07/KF	GIE Mixte de Darou Kaffatt	60		60		120
56	09/KF	GIE Mbayène		60	60		120
57	10/KF	GIE Ndoum Nguent		60	60		120

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUINCHOR	TOTAL
58	11/KF	GIE Touba Koya		60	60		120
59	16/KF	GIE Touba Koungeul Santhie	60		60		120
60	01/KK	Coop Dialègne	60	120			180
61	02/KK	Coop Koungeul charbon	60		60		120
62	03/KK	Léona Kaolack	60		60		120
63	04/KK	Coop Malème Hoddar	60	60			120
64	05/KK	Coop Kaolack Banlieue	60		60		120
65	06/KK	Coop Maka Yopp	60	60			120
66	07/KK	SENEXPLOIT	60		60		120
67	08/KK	Coop Touba Koungeul	60		60		120
68	09/KK	Coop Kgheul Bambouck	60		60		120
69	10/KK	Coop Touba Ndong	60	60			120
70	11/KK	Coop Nioro du Rip	60		60		120
71	12/KK	Coop Ndongane	60		60		120
72	13/KK	Coop Ndoukoumane	60		60		120
73	14/KK	SEMVAFOR	60	60			120
74	15/KK	SOSEXFORMA	60		60		120
75	16/KK	Coop Pakalamandakh	60	60			120
76	17/KK	Coop Bamba Moussa	60		60		120
77	18/KK	Coop Mbaracounda	60		60		120
78	19/KK	Coop Khosnane	60	120			180
79	20/KK	Coop Bongré	120		60		180
80	22/KK	Coop Bamba Mamadou	120	180			300
81	23/KK	Coop K. Yoro Mbaro	60	60			120
82	24/KK	Coop Kaffrine Escalé	60	60			120
83	25/KK	Coop Malème Sérigne	60		120		180
84	26/KK	Coop Mabo	60	60			120
85	27/KK	Coop Diamaguène Kaffrine	60	60			120
86	28/KK	Coop Pey Bamba	60	60			120
87	29/KK	SEFOTACK	60	120			180
88	30/KK	Coop Douba Loumpour	60	60			120
89	34/KK	GIE Dioubo Liquey	120	60			180
90	35/KK	GIE Saré Bondji	60	120			180
91	36/KK	GIE Bok Dioubo	60	120			180
92	37/KK	GIE And Dioubo	60		60		120
93	39/KK	GIE Naoudourou	60	60			120
94	41/KK	GIE Koungeul Mali	60		60		120
95	42/KK	GIE Koungeul Bambouck	60	60			120
96	45/KK	GIE Takku Liguèye	60		60		120
97	51/KK	GIE Takku Liquey de Koungeul	60	60			120
98	52/KK	GIE Saracounda Koungeul	60		60		120
99	53/KK	GIE Taïf Koungeul	60	60			120
100	54/KK	GIE Sam Ngayenne	60		60		120
101	55/KK	GIE. Exploitants forestiers	120	60			180

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUINCHOR	TOTAL
102	58/KK	GIE Koungeul	60	60			120
103	59/KK	GIE Deggo Diam. de Koungeul	60	60			120
104	60/KK	GIE Taïf Ndiobène	60	60			120
105	61/KK	GIE Siggil Djigène Sine Saloum	60	60			120
106	01/KD	Coop Bounkiling	60		60		120
107	02/KD	Coop Vélingara	60	60			120
108	03/KD	Coop Kolda	120	120			240
109	04/KD	Coop Bantanguel	60	180			240
110	06/KD	Coop Kounkané	60		60		120
111	09/KD	GIE Dental	120		60		180
112	11/KD	GIE Médina Wandifa	120		60		180
113	13/KD	GIE Diabougou COLY	120	60			180
114	14/KD	GIE Médina Wandifa Koura	120		60		180
115	15/KD	GIE Dabakh Sikilo Nord	60	120			180
116	16/KD	GIE Sithiou Babou Saye	60	60			120
117	01/L	Coop Louga	60	60			120
118	02/L	Coop Linguère	60	60			120
119	03/L	Coop Kébémér	60		60		120
120	04/L	Coop Mouck Mouck	60		60		120
121	06/L	Coop Dahra	60	60			120
122	07/L	GIE Ngaré Ligoden	60	60			120
123	9/L	GIE Takku Liquey	60		60		120
124	13/L	GIE Xeweul	60	120			180
125	14/L	GIE Khitmatoul Khadim	60		60		120
126	15/L	GIE Ardecom	60	60			120
127	16/L	GIE Bok Dolé	60	60			120
128	17/L	GIE And Taku Liggey	60	60			120
129	18/L	GIE des Laobés de Darou Mousty	60	120			180
130	19/L	GIE Sokhna Faty I. DIOP	120	60			180
131	20/L	GIE Bok Joom T. D. Khoudouss	60	60			120
132	21/L	GIE Sokhna Asta Dièye	60		60		120
133	22/L	GIE Diap Liquey Baity Diop	60	60			120
134	23/L	GIE Ndiaye et Famille	60	60			120
135	24/L	GIE Comptoir du Niambour	60	120			180
136	25/L	GIE Mvment Jeunes Laobés LG	60	120			180
137	26/L	GIE Sopp Borom Darou	60		60		120
138	27/L	GIE Jokoo Liquey	60	120			180
139	28/L	GIE Darou Culture	60	120			180
140	29/L	GIE Bari Diam	60	120			180
141	30/L	GIE And Liquey	120		60		180
142	31/L	GIE Kadd Gui	60		60		120
143	32/L	GIE Cheikh Saliou	60	60			120
144	33/L	GIE Serigne Abdou Khoudouss	60	60			120
145	34/L	GIE Sopp NABY	60	60			120

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUINCHOR	TOTAL
146	01/SL	Coop Loboudou Doué	60	60			120
147	02/SL	Coop Thiellé Boubacar	120		60		180
148	03/SL	Coop Fanaye	60		60		120
149	04/SL	Coop Guédé Village	60		60		120
150	05/SL	SOSECOM	60	60			120
151	06/SL	Coop Dialawaly	60	60			120
152	07/SL	Coop Fleuve	60	60			120
153	08/SL	Coop Podor	60	60			120
154	09/SL	Coop Ndioum	60	60			120
155	10/SL	Coop Dodel	60	60			120
156	11/SL	Coop Mpal	60	60			120
157	16/SL	Coop. Walaldé	60	60			120
158	17/SL	GIE LY et Frères	60		60		120
159	18/SL	GIE Famille Dièye de Mpal	60		60		120
160	01/M	Coop Matam	60	60			120
161	02/M	Coop Nabadji Civol	60	60			120
162	03/M	Coop Bokidiawé	60	60			120
163	04/M	GIE Art-Sculpteur de Mtam	120	120			240
164	05/M	GIE Habaadir Baasale	60	60			120
165	06/M	GIE Dental Jaloubé de Matam	60		60		120
166	01/TB	Coop Koumpentoum	60	60			120
167	02/TB	Coop Sud Est	60	120			180
168	03/TB	Coop Charbonnière	120		60		180
169	04/TB	Coop Diamaguène Tamba	60	60			120
170	05/TB	Coop Niani	60	60			120
171	06/TB	Coop Missirah	60	60			120
172	07/TB	Coop Kalankadougou	120	60			180
173	08/TB	Coop Kothary	60	60			120
174	09/TB	Coop Méréto	120	60			180
175	10/TB	Coop Sinthiou Malème	60		60		120
176	11/TB	Groupement Modèle	60		60		120
177	12/TB	SOAMEFORT	100	120			220
178	13/TB	Coop Fass Gounass	60	60			120
179	14/TB	GIE Niani	120		60		180
180	16/TB	GIE Bok Liquey	60	60			120
181	17/TB	GIE Kawral	60		60		120
182	18/TB	GIE Sopp Bamba	60	60			120
183	19/TB	GIE Agrosylvopastoral	60	60			120
184	20/TB	GIE Touba Bélel	60	60			120
185	21/TB	GIE Ngallou	60	60			120
186	24/TB	GIE Orient. Environnement	60	60			120
187	29/TB	GIE Ndimbal Diaboth	60	60			120
188	30/TB	GIE Badema	60	60			120
189	31/TB	GIE Ida Mouride	60	60			120

N°	CPEF	ORGANISMES	TAMBA	KOLDA	SEDHIOU	ZIGUINCHOR	TOTAL
190	32/TB	GIE Dianatou Mahwa	60		60		120
191	33/TB	GIE Gorgolou	120	60			180
192	34/TB	GIE Yakar Yalla	60		60		120
193	36TB	GIE Kawtal de Koumpentoum	60		60		120
194	01/TH	Coop Thiès	60	60			120
195	02/TH	Coop Sindia	60	60			120
196	03/TH	Coop Ndiassane	60	60			120
197	04/TH	Coop Pout	60	60			120
198	05/TH	SOEXFORCOM	60	60			120
299	06/TH	Coop Mbour	60	60			120
200	07/TH	Coop D. Liguey SARL	60	60			120
201	08/TH	Chérif Lô	60		60		120
202	09/TH	GIE Taku Liguey	60		60		120
202	10/TH	GIE Cayor Exploitation	60	120			180
203	12/TH	GIE Keur Cheikh	60		60		120
204	13/TH	GIE And Jerino Sunu Foré	60	60			120
205	15TH	GIE Sénégalaise Agro pastoral	60	60			120
206	01/ZR	Coop Bignona	60		60		120
207	02/ZR	Coop Santhiaba	60		60		120
208	04/ZR	Coop Boucotte	60		60		120
209	07/ZR	Coop Néma	60		60		120
210	10/ZR	Coop Zchr Périphérique	60	120			180
211	11/ZR	Coop Dimbaya	60		60		120
212	13/ZR	Coop TENGHORY	60	60			120
213	14/ZR	Coop Kagnarou	60	60			120
Quota communal						120	
TOTAL			14 680	11 400	4 800	120	31 000

Annexe 7 : Répartition des quotas de bois d'artisanat à usage de menuiserie

Régions	Quota alloué (pieds)
Kolda	200
Sédhiou	150
Ziguinchor	150
Tambacounda	150
Kédougou	50
Total	700

Annexe 8 : Répartition du quota de pirogues par région

Régions	Quota alloué (pieds)
Kolda	25
Sédhiou	25
Ziguinchor	60
Total	110

Annexe 9 : Liste des espèces et nombre de pieds concernés par l'exploitation test du bois d'œuvre à Saré Bidji

Espèce	Diamètre d'exploitabilité	Nombre de pieds
Bombax	50	55
Dimb	45	43
Linké	50	16
Total	-	114

